

OBSERVATOIRE DES PRATIQUES POLICIERES – OPP
COMMUNIQUE DE PRESSE

Toulouse, le 3 octobre 2025

Violences policières à Toulouse

Une manifestation pour le soutien à la flottille de Gaza violemment réprimée par la police toulousaine

La nouvelle était tombée dans la journée, le préfet Durand avait décidé d'interdire la manifestation organisée par un collectif d'organisations.

À 18h30, un dispositif d'une centaine de policiers de la Compagnie Départementale d'Intervention - CDI et des CRS s'est mis en place à Jean Jaurès. Les militant-es chantent se regroupent sur le site, les services d'ordre - SO des différents syndicats CGT, SUD et FSU se positionnent en tête du rassemblement en se tenant par les bras en mesure de protection.

Un officier de police judiciaire - OPJ signifie aux manifestant-es que la manifestation est interdite et que toute personne ne se dispersant pas sera verbalisée. A 18h41, suite à un coup de sifflet de l'OPJ, une charge extrêmement violente sur le cortège est effectuée suivie du tir de nombreuses grenades dont plusieurs grenades de désencerclement. Une fois de plus, ces grenades censées, comme leur nom l'indique, être utilisées de manière défensive ont été utilisées comme des armes d'attaque contre des manifestant-es qui ne présentaient aucun danger pour les policiers. Des militant-es syndicaux et associatifs ont été violemment matraqué-es, mis-es à terre, traîné-es au sol sur plusieurs mètres. Deux militant-es ont été évacué-es aux urgences hospitalières pour des plaies à la tête. Les drapeaux et la banderole de tête sont, tels des trophées, arrachés et confisqués par les policiers.



Matraquages sur des manifestant·es pacifiques – Image extraite d'une vidéo OPP

Dans l'heure qui a suivi, les policiers des CDI et de la BAC ont « fait la chasse » aux « manifestant·es » et ont procédé à de nombreuses charges, interpellations et tirs de grenades ; en particulier dans la rue de Rémusat qui a été littéralement noyée sous le gaz lacrymogène en intoxiquant de nombreuses et nombreux passants et badauds. Le comportement des policiers a été, verbalement et physiquement, extrêmement agressif, bien loin de la maîtrise que l'on serait en droit d'attendre de personnes dépositaires de l'ordre public.

Quelle était, hier soir à Toulouse, la nécessité d'utiliser la force et des armes de guerre contre des personnes rassemblées pacifiquement en soutien à la Palestine dont le Président Macron vient de reconnaître l'État ?

L'usage de la force a été totalement disproportionnée et ne souffre d'aucune justification au regard des constats effectués ce 2 octobre par les membres de l'OPP.

Les observateur·es de l'OPP pris à partie, bousculé·es, frappé·es et matraqué·es par les policiers toulousains de la Compagnie Départementale d'Intervention - CDI

Un des OPJ qui pilotait le dispositif policier avait donné le ton quand il s'était adressé aux observateur·es avant le rassemblement en leur signifiant qu'il considérait qu'ils et elles étaient des manifestants et qu'ils et elles seraient traité·es en conséquence. Les observateur·es lui avaient répondu en lui disant qu'ils et elles n'étaient pas manifestants, en lui rappelant leur statut au regard du droit international et qu'en particulier ils et elles avaient le droit d'observer une manifestation même si celle-ci était interdite.

Les policiers des CDI sous ses ordres ont donc suivi les consignes et s'en sont pris aux observateur·es sur les allées Roosevelt en les bousculant violemment puis en les frappant à coup de matraques.



Deux observateurs à terre après avoir été frappés
Image extraite d'une vidéo de « Toulouse en lutte »



Le dos d'un observateur après la manifestation
Photo OPP

Cette agression s'ajoute à la liste déjà longue (voir les rapports de l'OPP) des violences envers les observateur·es qui sont, à Toulouse, régulièrement pris·es pour cible par les policiers.

Nous demandons, une nouvelle fois au préfet et aux responsables de la police toulousaine, que le droit international sur le statut des observateur·es indépendant·es soit respecté et que les membres de l'OPP puissent effectuer leur mission en toute sûreté.

Pour tout contact : opp.toulouse@gmail.com